

La Guerre secrète n'aura pas lieu ! L'armée française face à l'arrivée des Américains en Indochine, 1950-1953

GEOFFREY BOUILLEAUX

Résumé

Après trois années de guerre, les forces françaises stagnent en Indochine. Incapables d'obtenir la victoire militairement, elles se retrouvent confrontées à l'arrivée de la Chine communiste aux frontières nord. Cela amena le gouvernement de Paris à accorder l'indépendance au Vietnam, au Laos, et au Cambodge afin de rééquilibrer le rapport de force. Ces indépendances amenèrent de nombreux changements, dont la mise en place d'une aide matérielle qui permit aux États-Unis de s'installer à Saïgon. Mais la présence diplomatique américaine en Indochine entraîna une perte de la souveraineté de la France sur cet espace, ce qui la poussa à se désengager progressivement du conflit jusqu'au départ de ses forces en 1956.

Mots-clés : Indochine – Guerre froide – Aide matérielle – Relations internationales.

Abstract

The Secret War Will Not Take Place ! French Army Facing the Arrival of the Americans in Indochina, 1950-1953

After three years of war, the French forces stagnated in Indochina. Unable to achieve victory militarily, they found themselves confronted with the arrival of Communist China on the northern borders. This led the government in Paris to grant independence to Vietnam, Laos, and Cambodia in order to rebalance the balance of power. The independence of these states brought many changes, including the provision of material aid that allowed the United States to move into Saigon. But the US diplomatic presence in Indochina led to a loss of French sovereignty over this area and caused Paris to gradually disengage from the conflict until the departure of French forces in 1956.

Keywords: *Indochina – Cold War – Military Assistance Program – International Relations.*

L'année 1949, un tournant pour la guerre d'Indochine

Le 9 mars 1949 fut signée la solution Bao Dai¹ qui entraîna l'indépendance de l'État associé du Vietnam et changea la situation des forces françaises dans la guerre d'Indochine². Le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO) ne luttait plus pour rétablir l'ordre colonial mais pour protéger les États associés du Vietminh soutenus par la République populaire de Chine³. En accordant l'indépendance, le gouvernement français et les militaires cherchaient à couper Ho Chi Minh de son soutien populaire tout en gardant le contrôle sur l'espace indochinois⁴. Cette décision permettait à la France de remplir les conditions fixées par l'administration Truman pour obtenir un soutien matériel et ancrer davantage l'Indochine dans la Guerre froide⁵.

¹ Cet article s'appuie sur le mémoire de Master 2 de Geoffrey Bouilleaux, « L'aide matérielle américaine destinée à l'Indochine à travers la perception de l'armée française de 1949 à 1953. Quels enjeux pour la souveraineté et la puissance de la France au début de la Guerre froide ? », dirigé par Fabien Théofilakis, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2020, 201 p.

² La mise en place de la « solution Bao Dai » transforma l'Union indochinoise en trois États associés de la France : le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Ils restaient cependant dépendants de Paris pour la diplomatie et les questions militaires. Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 1992, p. 241.

³ *Ibid.*, p. 239-240 ; Dominic Roy, *Partenaire et ennemie : la Chine face au Vietnam 1949-1979*, Laval, Presses de l'Université Laval, 2016, p. 14-15.

⁴ Ivan Cadeau, *La guerre d'Indochine : de l'Indochine française aux adieux à Saïgon. 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2019, p. 243.

⁵ Truman exigea l'indépendance des trois États pour accorder l'aide, il refusait de soutenir la France dans une guerre considérée comme coloniale ; Ronald H. Spector, *United States Army in Vietnam. Advice and Support : the Early Years*,

La victoire du Parti communiste chinois (PCC) en 1949 couplée à l'indépendance des États associés provoqua de nombreux changements lors de la guerre d'Indochine, notamment son internationalisation croissante, ce qui modifia, en retour, sa nature. Ainsi, d'un conflit de décolonisation, l'Indochine devint le premier combat de la Guerre froide.

L'autre conséquence majeure de l'année 1949 fut l'implication des États-Unis dans ce conflit alors qu'ils étaient jusqu'alors réticents à y intervenir. Ce changement était lié à la victoire de Mao en Chine, qui plaçait le reste de l'Asie sous la menace communiste⁶. Pour y faire face, Washington accepta de satisfaire les demandes d'aides que l'armée et le gouvernement français sollicitaient depuis 1948⁷. À partir de 1950, les États-Unis et la France engagèrent une relation bilatérale des plus complexes vis-à-vis de l'Indochine. Les livraisons de matériel firent des États-Unis le premier soutien logistique du CEFEQ, ce qui créa une relation de dépendance de plus en plus forte de la France vis-à-vis de Washington.

L'aide matérielle américaine en Indochine

L'aide matérielle fut définie par le *Mutual Defense Assistance Act* adopté par les États-Unis le 6 octobre 1949 afin de soutenir les pays européens face à la menace soviétique⁸. Elle prit la forme de livraison d'armements ou de

1941-1960, Washington, D.C., Center of Military History-United States Army, 1985, p. 99-100.

⁶ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans : les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p 232-236.

⁷ Service historique de la Défense (SHD), Vincennes, fonds privés du général Ely 1K233, carton n° 30, « Procès-verbal d'un entretien entre le général Omar Bradley et le général de Lattre », Paris, 30 octobre 1949.

⁸ Hastings Lionel Ismay, NATO, the First Five Years, 1949-1954, NATO Archives Online, 1954, p. 23-24 ; Norman Lau Kee, « Annexe II : Mutual Defense

subventions financières⁹. En Indochine, l'aide matérielle évolua au fur et à mesure de la guerre. De 1950 jusqu'à la fin de la présidence Truman, elle se composait majoritairement de livraisons. Mais le traité de Lisbonne signé en 1952, puis l'arrivée au pouvoir de Eisenhower confèrent un volet plus économique au soutien américain¹⁰. En 1954, les États-Unis supportaient la majorité du coût de la guerre¹¹.

Cette aide matérielle permit aux unités françaises de se doter de nouveaux armements, améliorant la puissance offensive du CEFEO. Cette évolution modifia l'autorité et la souveraineté françaises en Indochine. Pour obtenir le soutien des États-Unis, la France accorda l'indépendance aux États associés, même si elle encadrait cette dernière¹². En plus de l'indépendance, l'octroi de l'aide avait donné le droit aux Américains d'ouvrir une ambassade à Saïgon, et leur gouvernement fut le seul à avoir cette possibilité jusqu'à la fin du conflit ; ils purent donc y accroître leur représentation. Cette dépendance eut des conséquences sur l'autorité française.

Le développement du programme d'aide matérielle (PAM) à la faveur du CEFEO renforça en effet les capacités militaires de celui-ci. Malgré la solidarité qui aurait dû naître entre ces deux États du fait de leur lutte commune contre le communisme, comment l'armée française perçut-elle

Assistance Act of 1949 », Chronique de politique étrangère, 1949, vol. 2, n° 6, p. 845-860.

⁹ Hugues Tertrais, *La piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine. 1945-1954*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2014.

¹⁰ La conférence de Lisbonne de 1952 réajusta les objectifs militaires de l'OTAN. Les États-Unis y octroient à la France une aide financière pour faire face à l'accroissement du coût de la guerre d'Indochine. Gérard Bossuat, *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960 : Une nouvelle image des rapports de puissance*, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2013, p. 309-315.

¹¹ *Ibid.* ; Laurent Cesari, *Le problème diplomatique de l'Indochine, 1945-1957*, Paris, Les Indes savantes, 2013, p. 70.

¹² R. H. Spector, *op. cit.*, p. 93-94 ; Y. Gras, *op. cit.*, p. 252-253.

l'arrivée des États-Unis dans son pré carré Indochinois ? Que nous apprend la surveillance mise en place par les services français sur les activités des services américains en Indochine ?

L'arrivée progressive des États-Unis et leur installation en Indochine en 1950

Malgré des accords passés dès le 30 janvier 1950 avec le gouvernement français, l'installation des États-Unis ne fut pas immédiate. La mise en place de l'aide – régulée par l'Act d'octobre 1949 – impliqua de nombreuses étapes avant les premières livraisons d'armes¹³. Ces étapes conduisirent à institutionnaliser progressivement la présence américaine dans la région durant toute l'année 1950 pour être enfin effective en 1951. De cette installation officielle procédait la capacité d'influence américaine en Indochine.

Nous parlons d'installation officielle car l'année 1950 modifia la place américaine en Indochine. Avant 1950, les États-Unis étaient présents en Indochine depuis 1860 avec l'ouverture d'un comptoir commercial à Saïgon¹⁴ qui s'était par la suite transformé en consulat. L'après Seconde Guerre mondiale vit l'instauration d'un nouveau consulat général à Saïgon ainsi que la création d'un vice-consulat de Hanoï¹⁵. Le consulat de Saïgon

¹³ N. L. Kee, *op. cit.*, p. 845-860. Les États-Unis imposèrent ces règles afin d'éviter les dérives qu'il y eut durant la guerre civile chinoise.

¹⁴ Alexander David Ferguson, « Ambassador Donald R. Heath : The US Embassy in Saigon and the Franco-Viet Minh War, 1950-1954 », Ph.D. thesis, University of Southampton, Southampton, sous la dir. de Kendrick Oliver, Ian Talbot, 2018, p. 34-35.

¹⁵ *Ibid.*, p. 25-26 ; Office of the Historian, Foreign Relations of the United States, 1947, vol. VI, The Far East and Australasia Washington, United States Government Printing Office (USGP) May 2018 ; après une recherche dans les différents *Foreign Relations of the United States* (FRUS) disponibles, le terme

n'avait qu'un poids politique réduit¹⁶. Même si le consul et le vice-consul envoyèrent de nombreux télégrammes au secrétaire d'État, ils ne représentaient pas le gouvernement américain en Indochine.

L'année 1950 vit l'officialisation de la présence du gouvernement américain en Indochine par la création de relations bilatérales avec les États associés. Par une note du 13 janvier 1950, le secrétaire d'État Dean Acheson informa l'ambassadeur en France des changements dus à la ratification des accords de l'Élysée par le Parlement le 29 janvier 1950¹⁷. La démarche fut précisée par le mémorandum du 16 janvier 1950 d'Edmund Gullion, conseiller à Saïgon puis consul général en 1949¹⁸.

La ratification amena le gouvernement américain à entamer la reconnaissance diplomatique des États associés et l'envoi de missions officielles en Indochine¹⁹. Lors de cette première étape se développèrent les liens avec les pouvoirs français et vietnamien sur place. En plus de l'établissement de relations bilatérales, les États-Unis envoyèrent des agents afin d'évaluer les besoins du CEFEO en matière d'armement et acceptèrent d'aider matériellement le CEFEO. Edmund A. Gullion retourna à Saïgon le 7 février 1950 comme chargé d'affaires. Gullion et son collègue Folsom jouèrent un rôle important, leurs avis sur la situation politique et militaire en

consulat général apparaît pour la première fois avec le document 108, p. 138 du 3 mai 1947, « 851G.00/4–2947 : Telegram ».

¹⁶ Rôle et fonction : un consulat pour vous servir [consulté le 22 avril 2021] : <https://ar.ambafrance.org/Role-et-fonction-un-consulat-pour-vous-servir>.

¹⁷ Office of the Historian, *Foreign Relations of the United States, 1950 Vol. VI East Asia and the Pacific*, Washington, USGP, May 2018, document 444, p. 607 : 751G.02/1–1350 : Telegram ; « The Secretary of State to the Embassy in France ».

¹⁸ *Ibid.*, Document 449, p. 613 : 751G.00/1–2650 Memorandum by M. Edmund A. Gullion ».

¹⁹ I. Cadeau, *op. cit.*, p. 233 ; Office of the Historian, *op. cit.*, document 456, p. 620, « Editorial Note » ; document 459, p. 624, « 751G.02/2–350, Memorandum by the Secretary of State to the President restricted Washington, 2 February 1950 ».

Indochine furent très écoutés à Washington²⁰. Les échanges qu'avait Gullion avec le renseignement militaire l'amènèrent à préconiser de rapidement démarrer l'aide matérielle pour le CEFEO, afin qu'il puisse se préparer face à la menace représentée par la RPC²¹.

La mission Melby-Erskine de juillet-août 1950 constitua la seconde étape de l'année 1950. Elle prépara l'aide matérielle et déboucha sur l'installation de l'ambassade américaine à Saïgon²². Ce fut la dernière mission diplomatico-militaire organisée par le gouvernement Truman en Indochine. À l'été 1950, l'arrivée de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire Donald R. Heath et du général Brink à la tête du *Military Assistance Advisory Group* (MAAG²³) pérennisèrent la présence américaine, ce qui facilita les livraisons de matériel tout en permettant aux États-Uniens d'entreprendre plus facilement des actions dans cet espace. L'arrivée d'une légation et de plusieurs missions américaines fut une épreuve pour les Français. Le général Carpentier essaya de limiter l'action des Américains en Indochine²⁴. Cette limitation passa notamment par la surveillance des activités américaines par les services de sécurité, notamment celui du Haut-commissariat²⁵. Cette surveillance fournit un regard assez complet sur les

²⁰ Office of the Historian, *op. cit.*, document 471, p. 636, « 51G.02/2-1350 : Telegram the Officer in Charge at Saigon Folsom to the Secretary of State, Saigon, 13 February 1950, 11 a.m. ».

²¹ Jenny Raflik, « Les dissensions franco-américaines face à la politique indochinoise de la France. 1950-1954 », février 2005, (texte tiré d'un colloque aimablement transmis par l'auteure), p. 3.

²² J. Raflik, *ibid.* ; R. H. Spector, *op. cit.*, p. 111-113 ; A. D. Ferguson, *op. cit.*, p. 68-72.

²³ Le MAAG fut conçu comme un organe de contrôle de l'aide matérielle cédée aux Français. Son but était de vérifier la liste des besoins dressée par les officiers français et de veiller à l'utilisation faite de l'armement.

²⁴ R. H. Spector, *op. cit.*, p. 117-118 ; L. Cesari, *op. cit.*, p. 152-153 ; A. D. Ferguson, *op. cit.*

²⁵ SHD, *Inventaire des archives du Service de Documentation et de Contre-Espionnage (SDECE) Indochine* GR10R1-230, Vincennes, Service historique de la Défense (SHD), 2015, p. 16 ; Département des fonds d'archives, *inventaire des*

agissements américains, car ces services essayaient d'obtenir le plus d'informations possible. Toutefois, l'arrivée progressive des Américains en Indochine n'amena pas d'action avant la cruciale année 1951. Elle instaura un cadre pour les relations franco-américaines en Indochine, cordiales mais avec des objectifs cachés pour chacune des deux parties²⁶.

Le développement des activités américaines, 1951-1952 : l'émergence d'une menace pour l'autorité française ?

Après la phase d'installation de 1950, les deux années suivantes marquèrent le début des actions pour les divers services américains dans la péninsule indochinoise, telle la légation américaine à Saïgon, le MAAG, l'*United States Information Services*, ou la mission d'aide économique (MAE). Certains entretenaient des relations diplomatiques, d'autres assuraient la distribution de l'aide matérielle ou encore l'utilisation de l'armement, le fonctionnement du matériel. Les autres cherchèrent à améliorer l'image des États-Unis auprès de la population ou participèrent au développement économique de l'Indochine. Face au développement de ces activités, les agents français accrurent la surveillance des Américains afin de comprendre leurs agissements. La finalité de cette surveillance n'est pas encore clairement établie. Les commandants du CEFEO cherchaient-ils à limiter l'action des Américains ? Voulaient-ils seulement être au courant des activités pour les contrer ? Ou bien était-ce un héritage des 70 ans de

archives Service de Documentation et de Contre-Espionnage (SDECE) – Asie 1945-1956, GR10R910-1023, Vincennes, SHD, 2017, p. 14-15 ; Jean-Claude Devos, Jean Nicot, et Philippe Schillinger, *Inventaire des archives de l'Indochine-sous-série 10H (1867-1956), tome I*, Vincennes, Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 1990 ; J.-C. Devos, J. Nicot, P. Schillinger, *Inventaire des archives de l'Indochine-sous-série 10H (1867-1956), tome II*, Vincennes, SHAT, 1987.

²⁶ A. D. Ferguson, *op. cit.* p. 66.

colonisation en Indochine ? Ces questions nous amènent à étudier plus en détail la seconde phase de la présence américaine en Indochine. Les évènements de 1951 à 1952 semblent préparer le terrain pour la rivalité franco-américaine qui éclata à partir de 1954²⁷. Lors de ces deux années, les différentes organisations gagnèrent en importance et acquirent une meilleure connaissance de l'espace comme des différentes cultures le composant afin de combler les lacunes qu'ils avaient montrées à leur arrivée, comme l'illustrent les films diffusés par la mission d'aide économique aux populations cochinchinoises²⁸. Les agents de la MAE cherchaient alors à sensibiliser les populations aux questions sanitaires. Mais les films étaient en tonkinois, ce qui les rendait incompréhensibles pour les populations locales. Les déconvenues de ces séances montraient le chemin à effectuer pour les Américains qui profitèrent de ces deux ans pour accroître leurs connaissances de l'Indochine²⁹.

Les cafouillages de la MAE n'empêchèrent pas des organisations américaines comme la légation et l'USIS de continuer leurs actions, quitte à semer les germes de la discorde. Même si ces deux organisations relevaient de la même autorité, leur rôle et domaines d'action étaient différents – politico-diplomatiques pour la première et purement de propagande pour la seconde.

²⁷ François David, « L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture », *Revue historique des armées*, n° 246, 2007, p. 77-87 ; J. Raflik, *op. cit.*, p. 3.

²⁸ A. D. Ferguson, *op. cit.*, p. 49-55 ; SHD, carton GR10H4364, note du chef de bataillon Bochet, « Projections de film à Tay-Ninh », 7 août 1951 ; GR10H4364, note du 2^e bureau des FTSV, « Activité américaine », 14 août 1951 ; GR10H4364, Compte rendu du 2^e bureau de FTSV, « Projection cinématographique de Can Tho », Saïgon, 21 juillet 1951.

²⁹ Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014, p. 445-449.

Donald R. Heath eut un rôle déterminant au cours de cette période, ses missions étant nombreuses³⁰. Même s'il ne chercha pas à évincer les Français, Heath et ses conseillers renforcèrent les liens avec les factions non francophiles du Vietnam³¹. Parmi les Vietnamiens proches de l'ambassadeur, plusieurs personnalités jouaient un rôle politique. Le 2^e bureau et le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) surveillèrent les discussions entre Heath et les Vietnamiens partisans de la troisième voie³², dont l'ex-premier ministre Nguyen Phan Long fut l'un des plus grands représentants³³. Les relations entre Phan Long et les conseillers de Heath inquiétèrent les services de sécurité du Haut-commissaire (Haussaire) qui en informèrent le 2^e bureau des forces terrestres du Sud-Vietnam³⁴.

³⁰ US Department of State, Office of the Historian, *Foreign Relations of the United States, 1951, Asia and the Pacific*, Volume VI, Part 1 Washington, USGPO, May 2018, document 182, p. 290 « 751G.00/1-2451 : The Chargé at Saigon (Gullion) to the Secretary of State ».

³¹ « Heath » et le gouvernement américain ne voulaient pas évincer les Français car, selon eux, avec l'instauration de la RPC, la péninsule indochinoise deviendrait communiste sans la présence du CEFEO ; A. D. Ferguson, *op. cit.*, p. 65-66 et 75-76.

³² SHD, GR10H4364, Bulletin de renseignement d'origine inconnue sur les « activités américaines au Vietnam », Saïgon, 15 août 1951 ; GR10H4364, Bulletin du service de sécurité du haut-commissariat, « Les relations entre Américains et Vietnamiens », Saïgon, 16 January 1952 ; GR 10H4364, Bulletin du chef de bataillon Savani chef du 2^e bureau des FTSV, « La visite à Bentré d'une personnalité américaine », Saïgon, 2 septembre 1952 ; La Troisième voie correspond aux partis nationalistes vietnamiens comme le Daï Viet. A. D. Ferguson, *op. cit.*, p. 80-82.

³³ SHD, GR10 H4364, « Traduction d'un document vietminh » par le chef de bureau de la sûreté de Saïgon Cholon, 2 janvier 1951 ; J.-M. Le Page, *op. cit.*, p. 434-440.

³⁴ SHD, GR10H4364, note du service de sécurité du Haussaire sur les « activités américaines », 2 août 1952. Comme l'explique A. D. Ferguson, Edmund Gullion était partisan d'une indépendance du Vietnam et d'une éviction des Français, *op. cit.* p. 76-84.

Phan Long ne fut pas le seul agent à participer activement à la vie politique vietnamienne. Le plus connu d'entre eux fut Ngo Dinh Diem. En 1955, il évinça l'empereur Bao Daï et se proclama président de la République du Sud-Vietnam³⁵. Cette situation fut possible grâce au soutien qu'il reçut des États-Unis³⁶. Même si Heath et Acheson considéraient l'armée française comme indispensable pour gagner la guerre, la surveillance française sembla montrer que certains membres de la légation américaine – notamment Gullion – firent leur possible pour prôner une plus grande indépendance du Vietnam, solution qui aurait conduit à la fin de la présence française. Pour les commandants en chefs français et les Haussaires, malgré l'indépendance, l'Indochine restait la France. Cette perception permet de mieux comprendre la volonté de contrôle et de surveillance qui émana de la part des responsables français vis-à-vis des actions américaines.

L'USIS : un acteur clé de là de propagande pro américaine en Indochine

Les Français perçurent d'autres actions comme pouvant remettre en cause leur autorité en Indochine. Leurs services de sécurité se rendirent compte que des services liés à la légation s'adonnaient à des activités de propagande. L'*United States Information Services* (USIS), service d'information du gouvernement américain, fut créé lors de la Seconde Guerre mondiale afin de participer à la lutte sur l'information et la

« DUEL Diem-Bao Daï », *Le Monde*, 20 octobre 1955.

³⁶ US Department of State, Office of the Historian, *op. cit.* p. 1064-1067. Diem était revenu de son exil américain après l'arrivée au pouvoir de Bao Daï. En 1955, il devint président du Sud Vietnam après un référendum sur l'abdication de Bao Daï. Il y avait déjà des liens préexistants entre les États-Unis et Diem. J.-M. Le Page, *op. cit.*, p. 447 ; R. H. Spector, *op. cit.*, p. 248-250.

propagande³⁷. À la fin de la guerre, l'USIS passa sous le contrôle du département d'État américain³⁸. Après la guerre, on peut considérer, que les « postes de l'USIS géraient l'éducation, la culture et les programmes d'information en appui des objectifs de la politique extérieure américaine et dans le but d'accroître la compréhension entre les États-Unis et la population des pays étrangers³⁹ ». Ces prérogatives amenèrent l'USIS à entreprendre une propagande agressive en Indochine afin d'améliorer l'image des États-Unis. Parmi ces missions, le meilleur exemple fut la politique de subversion à destination de la presse locale⁴⁰.

Pour valoriser l'image des États-Unis auprès des populations locales, « M. Gregory » – chef de l'unité de propagande de l'USIS – élaborait une politique de subventions destinées aux journaux du Sud Vietnam⁴¹. Au début des années 1950, 35 publications furent comptabilisées à Saïgon – 28 en langue française ou vietnamienne, le reste en langue chinoise. L'action de Gregory se concentra sur l'année 1952. Les renseignements français datèrent le début de son action de propagande au 16 février 1952 : un agent de l'USIS versa alors d'importantes sommes d'argent à deux journaux chinois de Hanoï et de Haiphong pour diffuser de la propagande. Ce fonctionnement fut l'une des marques de fabrique du service d'information. Que ce fût pour les

³⁷ Jody Sussman, *United States Information Service Libraries*, vol. 111-121, Champaign, University of Illinois Graduate School of Library Science, 1973.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ On peut le lire dans la fiche de présentation du fond de l'*United States Information Agency* sur le site des *National Archives and Records Administration* « Records of Foreign Service Posts of the Department of State (RG 84) » (consulté le 20 mai 2020) : [<https://www.archives.gov/research/foreign-policy/state-dept/rg-84>].

⁴⁰ SHD, GR10R996, note du SDECE sur les « activités USIS au Vietnam et propagande US dans la presse vietnamienne » Saïgon, 2 août 1952 ; GR10R990, note du SDECE sur « USA et la presse VN » Saïgon, 3 juillet 1952 ; GR10R996, rapport du SDECE, « Propagande dans les milieux Hoa Hoa » Saïgon, 18 octobre 1952 ; GR10R990, SDECE, « Activités de la mission économique américaine (propagande) », 7 décembre 1952.

⁴¹ SHD, GR10R990, « Activité du service d'information (USIS-USIA) en Indochine, organismes de propagande américaine », 1947-1955.

journaux chinois ou vietnamiens, le procédé restait le même. L'USIS proposait de fortes sommes d'argent contre la publication d'articles américains traduits en vietnamien ou en chinois. En août 1952, l'USIS versait jusqu'à 4 000 piastres pour chaque article publié en première page, ce qui représentait environ 68 000 anciens francs, soit 178,26 dollars – de l'époque⁴². Toutefois, les subventions à la publication s'accompagnèrent de dépenses bien plus importantes.

En effet, pour s'assurer le soutien de trois journaux vietnamiens, Gregory dépensa environ 140 000 dollars⁴³. La stratégie de « M. Gregory » fut dynamique : il utilisa d'importants moyens pour faire paraître des articles valorisant l'image et les idées américaines dans le Sud Vietnam. La campagne de propagande dirigée vers les journaux indochinois permit à l'USIS de se faire connaître dans le milieu de la presse locale. Ce milieu ne fut cependant pas intéressé par les subsides de M. Gregory car « les directeurs de journaux vietnamiens craignant de mécontenter leurs lecteurs en se livra[ie]nt ostensiblement à une propagande quelconque en faveur des Américains⁴⁴ ». L'échec de cette stratégie amena l'USIS à lancer un nouveau journal – *Ta hia je jao (La grande Chine)* – en partenariat avec l'amicale commerciale sino-américaine, en partie financé par la République de Chine exilée à Formose⁴⁵. La création de ce journal constitua le point

⁴² SHD, GR10R990, bulletin de J.-R. Debord (commissaire Sud-Vietnam) sur l'« activité US – propagande US pour la presse », Saïgon, 2 août 1952. Chiffre calculé à partir de conversions successives ; cette somme vaudrait 1810,80 \$ en 2021.

⁴³ SHD, GR10R990, bulletin de Perrier sur « les Américains et la presse vietnamienne – liste de subvention de l'USIS », Saïgon, 3 juillet 1952.

⁴⁴ SHD, GR10R990, bulletin de J.-R. Debord, « activités de l'USIS au Sud-Vietnam – propagande américaine par la presse vietnamienne », Saïgon, 2 août 1952 ; la note de Pirbon, « les Américains et la presse vietnamienne », Saïgon, 26 août 1952, plus tardive, confirme les propos tenus tout en précisant que pour aller voir les différents journaux, l'USIS utilisait des agents vietnamiens, GR10R990.

⁴⁵ SHD, GR10R990, note du service de sûreté du Haut-commissariat sur « la préparation par l'USIS de la publication d'un nouveau journal » pour la direction générale du SDECE, Saïgon, 11 juin 1952.

d'orgue du rapprochement entre l'USIS et la minorité chinoise. Avant la création de ce journal, l'USIS avait déjà participé à la création de l'association des lecteurs chinois à Saïgon-Cholon⁴⁶. Le consul Chen Tsou Suin en fut désigné président. Impulsées par l'USIS, les réunions qui menèrent à la création de cette association se déroulaient au consulat général de Chine à Saïgon⁴⁷. Le rapprochement Chine-USIS s'explique par les liens préétablis entre gouvernement américain et gouvernement chinois en exil à Formose. Même si les Américains avaient une piètre connaissance du sud-est asiatique, les relations qu'ils tissèrent avec la Chine nationaliste entre 1941 et 1949 favorisèrent l'émergence de liens avec les diasporas chinoises.

La période 1951-1952 fut donc déterminante dans la lutte d'influence des années 1953-1954. En effet, même si les États-Unis ne cherchaient pas à évincer les Français d'Indochine, plusieurs organisations tentèrent d'accroître les liens entre ces derniers et le Vietnam. Considérant l'Indochine comme un espace national, les services de sécurité et de renseignement français surveillèrent alors attentivement ces actions. Mais, bien trop dépendants des livraisons d'armement, ils n'entreprirent rien de direct pour les limiter. Les actions de propagande pro-américaine semblèrent se limiter à l'USIS et à la légation. D'autres organisations entreprirent une collaboration étroite avec les services français, notamment la CIA.

⁴⁶ SHD, GR10R990, bulletin du service de sécurité du haut-commissariat du Sud-Vietnam sur « la création de l'association des lecteurs chinois de Saïgon-Cholon » Saïgon, 28 mai 1952 ; GR10R990, bulletin du SSCO (abréviation non comprise par l'auteur) sur « l'organisation de l'association des lecteurs chinois de Saïgon-Cholon », Saïgon, 26 mai 1952.

⁴⁷ GR 10 R 990, bulletin de renseignement sur « les relations sino-américaines », Saïgon, 25 mai 1952.

Le paradoxe américain : la CIA, facteur clé d'une coopération franco-américaine

La CIA joua un tout autre rôle. Contrairement à l'USIS qui cherchait à accroître l'influence et améliorer l'image des États-Unis en Indochine, la CIA y était pour lutter contre l'expansion communiste ; elle inscrivit donc ses actions dans le *hard power* du gouvernement Truman. Son but était d'éviter toute attaque surprise de la part de la Chine⁴⁸. Ils partageaient un objectif commun mais employaient des moyens différents pour y arriver. L'USIS essayait de limiter la diffusion de l'idéologie communiste en effectuant des missions de propagande valorisant les idées américaines. La CIA effectua des actions dans le domaine militaire ou dans des thématiques proches. Dans ces domaines, la présence française était nécessaire, car la lutte contre le communisme nécessitait l'appui – pour l'administration Truman – d'un CEFEO efficace et suffisamment autonome pour mener une guerre contre le Vietminh, et indirectement contre la Chine. Ses plans d'actions intégraient donc le CEFEO⁴⁹. Ce fut notamment le cas pour la création des maquis anti-Vietminh⁵⁰.

Au cours de la guerre, la CIA chercha à organiser des guérillas anti-Vietminh⁵¹. Cette contre-guérilla anti-vietminh était voulue dès 1951. Son but était de faire peser le poids de la guerre insurrectionnelle sur le Vietminh en utilisant les minorités Thaï, Rhe et celles des montagnes⁵². La coopération

⁴⁸ J.-M. Le Page, *op. cit.*, p. 448-450 ; SHD, GR10R996, fiche d'origine inconnue portant sur André LAN, 20 janvier 1953.

⁴⁹ History of the CIA-Central Intelligence Agency (consulté le 20 mai 2020) : [<https://www.cia.gov/about-cia/history-of-the-cia>].

⁵⁰ SHD, GR10R996, article de Lin Ta Kuang publié dans le *People's China* et traduit par le SDECE, « Espionnage et subvention des Américains en Chine », 03 1955.

⁵¹ SHD, GR10R996, copie traduite d'un télégramme officiel envoyé par Urbain X (CIA) à sa centrale, « Politesse de Urbain X à Ebène », 28 juin 1952.

⁵² M. Vaïsse, *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954)*, *op. cit.*

entre commandement français et officiers de la CIA fut centrale pour réussir à développer des maquis insurrectionnels. Plusieurs missions furent organisées jusqu'à la fin de la guerre, comme celle du colonel Booth et de Mac Kay, la plus notable en 1951⁵³.

Ces actions furent parmi les principales missions que recensa le SDECE. Toutefois, la CIA avait d'autres attributions. Ses agents coopèrent énormément avec le SDECE – les traces des échanges entre eux et des agents du SDECE sont très fréquentes. L'agent Urbain XI discuta avec des membres du SDECE afin d'interroger des agents vietminh capturés⁵⁴. Plusieurs informations purent être recueillies par les agents de la CIA, comme l'existence d'une section chimique pour le Vietminh⁵⁵. Les « politesses » échangées entre Ébène et Urbain XI permirent d'étoffer les renseignements possédés par les Français sur le Vietminh, ce qui augmenta l'efficacité opérationnelle du CEFEO. La coopération fut au cœur du lien entre CIA et SDECE. Cela permit au 2^e bureau et au SDECE d'apprendre des méthodes acquises par l'agence de renseignement américaine durant la guerre de Corée⁵⁶. Ce partage de connaissances est lié à un accord majeur qui amena les échanges franco-américains à un autre niveau : l'« accord réalisé entre le directeur général du SDECE et le Colonel Melvin Hall représentant de la CIA en Indochine⁵⁷ ». Sa signature impliqua l'envoi en Indochine d'une mission composée de cinq spécialistes auprès du SDECE.

La dualité de la présence américaine en Indochine permet de mettre en lumière un lien de dépendance mutuelle qui s'était créé entre les deux

⁵³ SHD, GR10R996, fiche d'origine inconnue portant sur André Lan, 20 janvier 1953.

⁵⁴ SHD, GR10R996, note de Ébène sur la « politesse verbale de Urbain XIII à Toto », 1952 ; GR10R996, note de Ébène sur la « politesse verbale de Urbain XIII à Toto », 16 août 1952.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ SHD, GR10R996, note du colonel Belleux, directeur délégué de la direction générale sur l'« accord réalisé entre le directeur général du SDECE et le Colonel Melvin Hall représentant de la CIA en Indochine », Paris, 21 février 1952.

⁵⁷ *Ibid.*

gouvernements. La France ne pouvait continuer la guerre sans le soutien matériel et financier des États-Unis. En retour, les États-Unis avaient besoin du CEFEQ pour combattre l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est. Ainsi, malgré la volonté de certains Américains d'évincer la France, les États-Unis étaient devenus trop dépendants de la puissance militaire française en Indochine. Leur stratégie était à double tranchant. En aidant la France, les États-Unis s'étaient donné la possibilité de gagner en influence dans la région. Toutefois la perte d'autorité sur l'Indochine remettait en question l'implication française dans ce conflit. Cette situation amena Acheson et Heath à mettre en avant l'importance des Français au sein de ces territoires, et incita les États-Unis à accroître l'aide matérielle pour le CEFEQ à partir de 1952.

Ainsi, l'arrivée des États-Unis dans la péninsule, liée au déploiement de l'aide matérielle, provoqua des tensions en montrant au grand jour la volonté américaine d'accroître son influence sur l'Indochine. Cette période assez floue où Français et Américains luttèrent de manière indirecte les uns contre les autres, posa les fondations d'une guerre qui entraîna « les adieux » français à Saïgon en 1956. Malgré la coopération entre CIA et SDECE, il y eut bien en 1951-1952 une remise en cause de l'autorité française par l'USIS et certains membres de la légation. Cette action joua un rôle important dans la perte progressive de contrôle des autorités françaises sur leurs États associés à partir de 1951.